



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaine du 25 mai au 1^{er} juin 2023

Résumé :

- Le PIB du T1 surprend fortement à la hausse, tiré par une récolte agricole record.

La robuste croissance de l'activité sur le trimestre (+1,9%) s'explique par la forte croissance de la production de soja (+24%). Cela permet au PIB de se montrer résilient, malgré la faible dynamique des autres secteurs, impactés négativement par la politique monétaire restrictive de la BCB. La consommation des ménages reste en hausse (+0,2%), grâce à un marché du travail toujours dynamique. Même si la progression de l'activité devrait être bien plus faible le reste de l'année, ces bons chiffres du T1 indiquent que la croissance 2023 pourrait se situer entre +1,5% et 2%.

- La Chambre des députés approuve la réforme des règles budgétaires.

Le texte valide les principaux éléments des règles budgétaires proposées par le gouvernement, tout en les rigidifiant. Le Sénat devrait se prononcer sur cette réforme avant fin juin. L'Institution Fiscale Indépendante (IFI) a reconnu que cette réforme garantissait la viabilité de la dette, tout en en déplorant son caractère « extrêmement complexe » et en s'inquiétant des recettes à trouver pour la respecter à court terme.

- Le gouvernement lance le programme « voiture populaire » pour relancer l'industrie automobile.

Ce programme, qui consiste en une baisse des taxes fédérales, a pour objectif de dynamiser le secteur automobile. Le prix des véhicules de moins de 120 000 BRL (22 000 EUR) pourrait baisser d'entre 1,5% et 11% selon le modèle. Le gouvernement devrait annoncer prochainement la durée du programme.

- La BNDES annonce une hausse des financements pour l'industrie.

La banque publique de développement va renforcer ses financements pour soutenir les exportations, l'innovation et la numérisation du secteur industriel. En plus de l'ouverture de deux nouvelles lignes de crédit pour un total de 4 Mds BRL (740 M EUR), cet appui se fera via l'autorisation de financer à des taux plus avantageux des projet d'innovation, à raison de 5 Mds BRL (926 M€) par an sur les 4 prochaines années.

- Évolution des marchés du 25 mai au 1^{er} juin 2023.
- Graphique de la semaine : contributions à la croissance du PIB.

LE CHIFFRE À RETENIR

60 000 BRL
(SOIT 11 300 EUR)

C'est le prix que pourrait coûter la voiture neuve la moins chère du marché (soit -11%), du fait du programme « voiture populaire » lancé par le gouvernement.

Le PIB du T1 surprend fortement à la hausse, tiré par la récolte agricole record.

Au premier trimestre 2023, le PIB brésilien a augmenté de 1,9% par rapport au trimestre précédent (une fois corrigé des variations saisonnières). Cette croissance se place bien au-dessus des anticipations du marché (qui tablait sur +1,2%) et reste forte sur les quatre derniers trimestres (+3,3% par rapport aux quatre trimestres précédents). Les signes du ralentissement provoqué par la politique monétaire restrictive de la BCB, qui avaient déjà été aperçus au T4 2022 (-0,1%), sont ainsi éclipsés par la croissance record du secteur agricole du début d'année 2023. Les autres secteurs restent beaucoup moins dynamiques, sans toutefois présenter d'évolution négative (voir graphiques de la semaine).

Côté offre, la croissance a été tirée principalement par le secteur agricole (contribution de +1,4 p.p à la variation trimestrielle), en hausse de +21,6%, soit la plus grande croissance trimestrielle du secteur depuis 1996. Même si l'agriculture ne pèse que 8% dans le PIB du pays, la croissance a ainsi été fortement dynamisée par ce secteur, qui a bénéficié de conditions climatiques idéales (au contraire du T1 2022 où de nombreux événements climatiques avaient affecté négativement le secteur agricole). Les prévisions pour l'année 2023 tablent ainsi sur une récolte record de soja - qui représente environ 70% des récoltes du premier trimestre - avec une croissance de plus de 24% de cette production.

Le secteur des services progresse de +0,6%, essentiellement tiré à la hausse par les segments des transports et des activités financières, tous deux en hausse de +1,2%. Ces hausses ont notamment pallié la baisse du secteur de l'information et des communications (-1,4%). À l'inverse, l'industrie est restée stable sur le trimestre (-0,1%), influencée à la baisse par les biens d'équipement et les biens intermédiaires, tandis que le segment de l'électricité,

de l'eau, du gaz, de l'assainissement et de la gestion des déchets a augmenté de +6,4%.

Côté demande, la consommation des ménages reste en croissance (+0,2%), soutenue par les transferts sociaux et le maintien d'une bonne dynamique du marché du travail. Les chiffres d'avril ont ainsi confirmé que le taux de chômage restait stable à 8,5% (soit son niveau le plus bas depuis 2015), soutenant ainsi la masse salariale. Les dépenses de consommation des administrations publiques (+0,3%) ont affiché des résultats positifs sur le trimestre, tandis que l'investissement (formation brute de capital fixe) est en baisse (-3,4%). Le secteur extérieur a également contribué positivement à la croissance (contribution de +0,9 p.p), car malgré la baisse des exportations au quatrième trimestre (-0,4%) a été plus que compensée par celle des importations (-7,1%).

Même si la progression de l'activité devrait être bien plus faible le reste de l'année, ces bons chiffres du T1 indiquent ainsi une croissance 2023 plus résiliente qu'anticipée. Alors que les opérateurs de marché avaient déjà réhaussé leurs estimations de croissance 2023 à +1,25% la semaine dernière (contre +1% il y a encore un mois), les prévisions devraient de nouveau progresser et se situer entre +1,5% et 2%. Près de la moitié de cette variation s'expliquerait toutefois par les performances du secteur agricole, au contraire des autres secteurs qui enregistraient une faible croissance, impacté principalement par le niveau élevé des taux d'intérêts.

La Chambre des députés approuve la réforme des règles budgétaires.

Adopté par 372 voix contre 108 par la Chambre des députés le 24 mai, le texte valide les principaux éléments de la proposition du gouvernement transmis à la Chambre des députés le 17 avril dernier¹ (voir les détails dans les

¹ Pour rappel le projet de réforme de règle budgétaire entend faire dépendre le niveau de dépenses du gouvernement fédéral en année N, des recettes et du résultat primaire sur l'année N-1. Le respect ou non des objectifs de résultat primaire (définis par chaque gouvernement

lors du début de son quadriennat), en tenant compte d'un intervalle de tolérance (+/- 0,25 p.p du PIB), déterminera la croissance des dépenses autorisées l'année suivante (équivalente à +70% de la croissance des recettes si l'objectif est atteint, +50% si non). Dans tous les cas, la hausse des

[brèves du 20 avril](#)). Très attendu, le vote a été interprété par la presse locale comme une victoire pour le gouvernement, qui doit encore toutefois être confirmée par le vote au Sénat fédéral.

Le principal changement par rapport à la version présentée par le rapporteur du texte (voir les détails dans les [brèves du 18 mai](#)) a été le changement des règles concernant le budget 2024, c'est-à-dire la première année d'application de la loi. **Les députés ont réintroduit la limitation de la hausse des dépenses à 70% de la progression des recettes. En effet, une exception avait été accordée pour la 1^{ère} année d'application de la nouvelle règle.** Le texte présenté à la Chambre garantissait une hausse des dépenses de 2,5% (en termes réels) pour 2024. Ce niveau pourra toutefois être atteint, en fonction du niveau des recettes de 2024. Si les prévisions en mai 2024 sont revues à la hausse, la croissance des dépenses publiques le sera également, dans une limite de +2,5%.

Par rapport à la version proposées par le gouvernement, les règles budgétaires ont été rigidifiées, répondant aux critiques sur l'absence de sanction pour le gouvernement en cas de non-respect des objectifs de solde primaire fixés. Ainsi, si l'objectif de résultat primaire préétabli par le gouvernement n'est pas respecté, un blocage automatique de certaines dépenses discrétionnaires (dites « *contingencias* ») sera mis en place.

L'Institution Fiscale Indépendante (IFI) a présenté son avis sur cette version votée par la Chambre des députés, jugeant que la viabilité de la dette était assurée, tout en déplorant son caractère « extrêmement complexe ». L'IFI cite une étude de 2018 du FMI qui met en avant trois principes qui favorisent une efficacité des règles budgétaires : les règles devraient (i) être uniformes et assurer la viabilité de la dette, (ii) comporter des incitations aux respects des règles, et (iii) être suffisamment souple, sans pour autant perdre en simplicité. L'IFI note que les modifications apportées au texte ont renforcé les principes (i) et (ii), mais que pour le point (iii), la plus grande flexibilité instaurée (par rapport au régime budgétaire actuel) se fait au prix d'une extrême complexité, qui favorise le risque de non-respect des

règles. **Par ailleurs, l'IFI souligne le défi d'honorer ces nouvelles règles à court terme du fait de la nécessaire augmentation des sources de financement.** L'institution note que certaines mesures devant augmenter les recettes n'ont pas encore été présentées, et se montre moins optimiste que le gouvernement sur l'impact des mesures déjà annoncées (l'IFI l'estime à 110,6 Mds BRL pour 2024, contre 251,8 Mds BRL selon le ministère des Finances). Les projections de l'IFI indiquent un déficit primaire de 1% en 2024, encore éloigné de l'objectif de résultat primaire fixé pour 2024 à 0%.

Le texte a été transmis au Sénat. Il devrait être voté dans les prochaines semaines, le Président du Senat Rodrigo Pacheco ayant fixé l'objectif d'une approbation avant fin juin.

Le gouvernement lance le programme « voiture populaire » pour relancer l'industrie automobile.

Le président Lula a lancé son plan devant permettre l'achat d'une voiture « à prix populaire » par les Brésiliens, tout en dynamisant le secteur automobile du pays. Il vise à faciliter l'achat d'une voiture neuve par une baisse temporaire des taxes fédérales entraînant une remise de jusqu'à 11% du prix des véhicules. Le gouvernement s'attend à ce que la production automobile dans le pays augmente d'environ 300 000 véhicules, ce qui équivaut à 15% de la production annuelle. Au cours du premier trimestre de l'année, 496 100 véhicules ont été produits dans le pays. Au cours de la même période, 471 800 véhicules ont été immatriculés et 112 200 ont été exportés. Si les prévisions du gouvernement se concrétisent, le Brésil pourrait dépasser le Mexique et devenir le septième producteur mondial d'automobiles. Le programme a été dévoilé le 25 mai, par le Président, accompagné du vice-président et ministre du Développement, de l'Industrie, du Commerce et des Services, Geraldo Alckmin.

Le programme consiste en une réduction des taxes fédérales (IPI et PIS/COFINS²), à laquelle

dépenses (une fois corrigée de l'inflation) ne pourrait être ni inférieure à 0,6% ni supérieure à 2,5% (que l'objectif soit atteint ou non, et que les recettes fiscales augmentent davantage ou baissent).

² IPI (Imposto sobre Produtos Industrializados) est un impôt fédéral sur les produits industriels. PIS (Programas de Integração Social)

est un impôt fédéral dont les montants collectés sont notamment destinés à l'assurance-chômage et à d'autres prestations sociales, ainsi qu'à financer certaines agences publiques. COFINS (Contribuição para Financiamento da Seguridade Social) est un impôt fédéral qui collecte des fonds pour assurer le financement de la sécurité sociale.

seront éligibles les voitures d'une valeur maximale de 120 000 BRL (22 000 EUR). Plus le prix du véhicule sera bas, plus forte sera la réduction d'impôts. Pour favoriser les effets sur l'industrie automobile brésilienne, la valeur des remises variera en fonction du pourcentage de pièces produites au Brésil. Les modèles les moins polluants bénéficieront également d'une plus grande baisse d'impôts.

Grâce à cette baisse de la taxation, le prix des véhicules pourrait baisser d'entre 1,5% et 11% selon le modèle. La valeur du véhicule le moins cher du pays, la Fiat Mobi, devrait ainsi passer de 67 000 BRL à 60 000 BRL (de 12 600 EUR à 11 300 EUR). Les mesures n'ont pas permis d'abaisser la valeur de cette voiture à 50 000 BRL (9 300 EUR) comme l'avait dans un premier temps envisagé le gouvernement.

Les détails du programme, principalement sa durée, sont encore en phase d'évaluation par le ministère des Finances et devraient être dévoilés dans les prochains jours. Ces baisses de taxe pourraient durer entre 3 et 12 mois, ce qui aurait un coût pour l'instant estimé à entre 500 M et 2 Mds BRL (92 et 370 M EUR). Après la publication de la mesure provisoire et du décret de réglementation, les constructeurs automobiles devraient ensuite annoncer des versions basiques de véhicule pour adapter leurs modèles à l'incitation gouvernementale (véhicules par exemple moins bien équipés a en éléments de confort).

Environ 50% des ménages brésiliens possédaient une voiture en 2019, une donnée marquée par une forte inégalité géographique. Selon les dernières données de l'IBGE, dans le Nord-Est, seuls 29% des ménages possèdent une voiture, et 27,7 % dans le Nord, contre 63,4 % dans l'État de São Paulo, 75,3% à Santa Catarina, ou encore 60,5% dans le Mato Grosso do Sul.

La BNDES annonce une hausse des financements pour l'industrie.

La Banque Nationale pour le Développement Economique et Social (BNDES) va renforcer ses financements pour soutenir les exportations, l'innovation et la numérisation du secteur industriel. Cette annonce a été faite le 25 mai par Aloizio Mercadante, président de la BNDES, à l'occasion d'un événement organisé par la Fédération des industries de São Paulo (Fiesp) qui célébrait le jour de l'industrie.

La BNDES va ainsi ouvrir deux nouvelles lignes de crédit pour un total de 4 Mds BRL (740 M EUR) :

- **une ligne de 2 Mds BRL pour le financement de machines et d'équipements**, destinée aux entreprises payant en devise leurs importations, **et pour l'industrie de transformation.** Ces crédits seront assortis d'un taux d'intérêt annuel de 7,5%, pouvant atteindre une maturité de dix ans, avec une période de grâce de deux ans.

- **une ligne de crédit de 2 Mds BRL pour les exportateurs**, qui réduirait en moyenne 60% du coût du spread de la BNDES. Selon la banque de développement, pour les biens d'équipement cette baisse réduirait par exemple le spread de 1,3% à 0,6%, stimulant ainsi les exportations à plus forte valeur ajoutée.

La BNDES a également annoncé qu'elle pourrait désormais financer des projets d'innovation et la numérisation à des taux inférieurs. Pour cela, la banque publique a approuvé l'utilisation de son taux référentiel (TR) (validée par un texte officiel du gouvernement le 30 mai). Pour financer ces projets, **près de 20 Mds BRL (3,7 Mds EUR) seront accordés sur les 4 prochains années** (à raison de 5 Mds BRL par an), à un taux d'intérêt annuel de 1,7%. L'objectif est pour la BNDES de retrouver son rôle de soutien de l'innovation, qui représente aujourd'hui moins de 1% des décaissements, contre 6% à son pic historique.

Evolution des marchés du 25 mai au 1^{er} juin 2023.

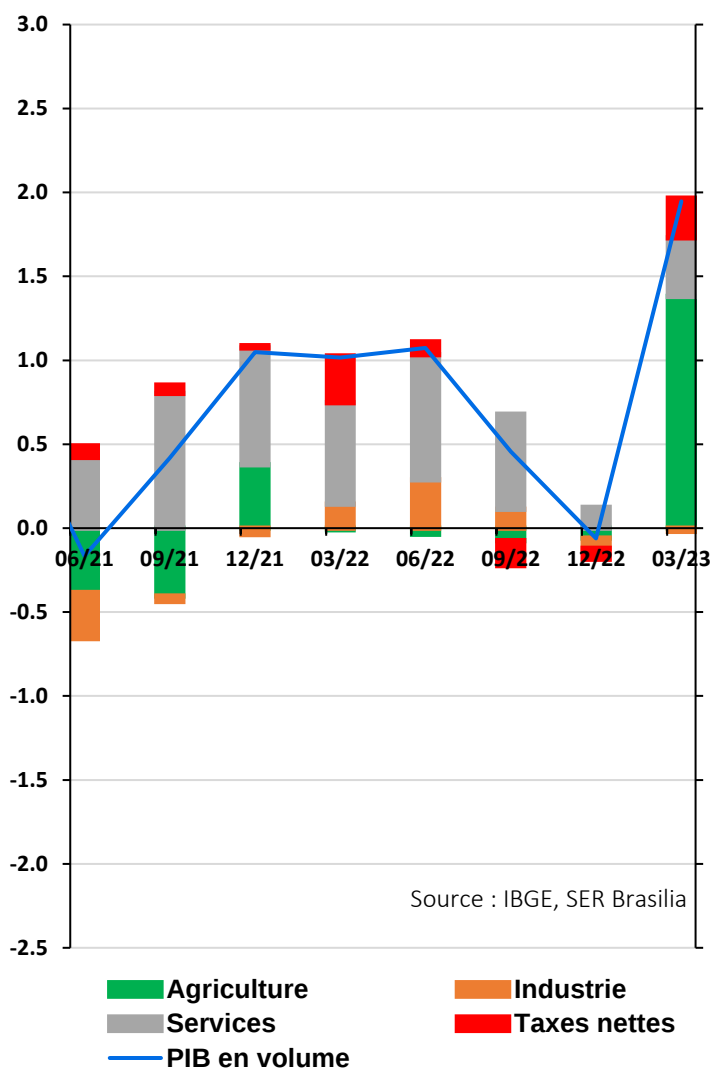
Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-1,0%	-0,4%	109 274
Risque-pays (EMBI+ Br)	+0pt	-12pt	244
Taux de change R\$/USD	+1,1%	-4,8%	5,03
Taux de change R\$/€	+0,7%	-4,0%	5,41

* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

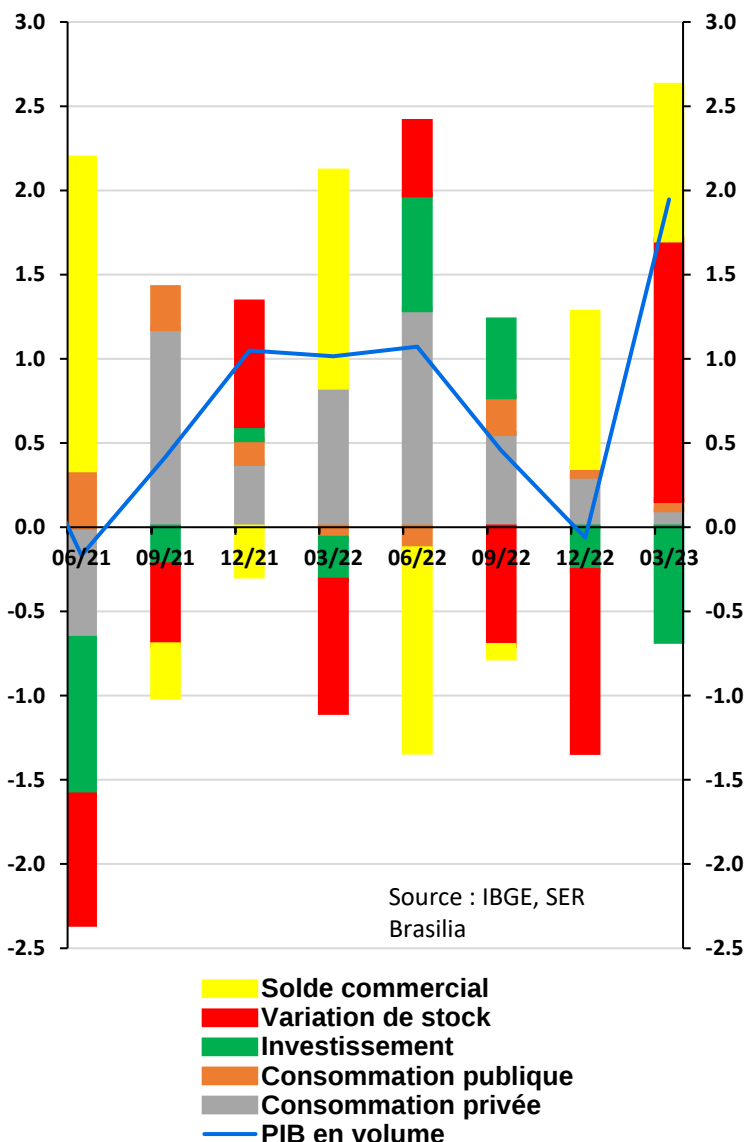


Graphique de la semaine : contributions à la croissance du PIB.

**Croissance du PIB (% , g.t)
et contributions côté offre (p.p)**



**Croissance du PIB (% , g.t)
et contributions côté demande (p.p)**



Source : IBGE, SER Brasi

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international